

D 1023 CHILI: LA MORT DE TROIS OPPOSANTS

C'est avec une cruauté inédite qu'après avoir été enlevés par des "inconnus", le 29 mars 1985, trois opposants au régime ont été égorgés dans les heures suivantes. Il s'agit de José Manuel Parada, Manuel Guerrero et de Santiago Nattino. On lira, avec le récit suivant, dans quelles circonstances ils ont été enlevés puis retrouvés morts. Le texte est tiré du bulletin "Solidaridad" du 13-26 avril 1985, du Vicariat à la solidarité de Santiago. En effet, José Manuel Parada était employé de longue date au Vicariat.

L'événement a eu un impact considérable dans le pays, en raison de la personnalité des victimes et de la tranquille assurance des assassins. Après les méthodes "classiques" de la torture (cf. DIAL D 1009), puis la répression à la dynamite (cf. DIAL D 958), va-t-on vers un "gangstérisme" dans la lutte contre les opposants au Chili?

Note DIAL

INTERROGATIONS SUR DES ENLÈVEMENTS

A mesure que passent les jours les interrogations augmentent. La façon publique et cruelle, tout à fait inédite, selon laquelle un groupe de civils a séquestré puis mis à mort José Manuel Parada Maluenda, employé du Vicariat à la solidarité, Manuel Guerrero Ceballos, professeur et dirigeant de l'Association des enseignants du Chili (AGECH), et du publiciste Santiago Nattino Allende, inquiète sérieusement ceux qui s'interrogent sur l'origine d'un tel groupe terroriste.

L'enlèvement

La première chose inquiétante a été le lieu et l'heure de l'enlèvement. Mener une telle opération à la porte d'un collège (le Latino-américain d'intégration), au moment où les élèves entrent en classe, était la démonstration que le groupe se savait assuré dans son action. La voiture Chevrolet Opala de couleur beige utilisée pour l'enlèvement (et pas encore retrouvée à l'heure de mise sous presse) et qui, selon des témoins, était "appuyée" de plusieurs autres véhicules stationnés dans le secteur, était démunie de plaque minéralogique. La froideur avec laquelle un des membres du commando a tiré à bout portant sur le professeur Leopoldo Muñoz, quand celui-ci est intervenu pour aider les victimes, est le signe que les terroristes ne voulaient laisser aucun témoin vivant.

Le fait de garder en détention trois personnes enlevées (à ce moment-là, le 29 mars, on ignorait que la veille un autre groupe avait enlevé le publiciste Nattino à l'angle des rues Apoquindo et Badajoz) demande une cer-

taine organisation et infrastructure, pour éviter les suspicions de voisins ou l'action de "Enquêtes du Chili" qui, d'après ses propres statistiques, a tiré au clair 95% des enlèvements survenus au cours des quatre dernières années (La Tercera du 1er mars).

Les homicides

Sont également révélateurs le lieu et le type de mise à mort de ces trois personnes: sur le bord de la route quittant la voie principale en direction de l'aéroport international, à quelque 150 m du croisement et à moins de 3 m de la route, dans une déclivité de terrain. Les corps ont été retrouvés à environ 30 m les uns des autres, parallèlement à la route goudronnée. Des grandes taches de sang montraient qu'ils avaient été assassinés sur place: ils avaient des entailles des deux côtés du cou.

Tout promeneur éventuel aurait pu voir ce qui arrivait si cela s'était passé à une heure où le couvre-feu n'était pas en vigueur. "Il aurait été impossible de ne pas le voir", a déclaré un camarade de José Manuel Parada après avoir parcouru l'endroit.

D'après le témoignage d'un amateur de chasse au lièvre, on a pu savoir qu'après 3 H 30 du matin de ce samedi-là, heure à laquelle il était parti à la chasse, aucun véhicule et aucune personne n'ont été vus dans le secteur. Les assassinats ont, de toute façon, eu lieu bien avant cette heure.

Les recherches

Passé la stupeur initiale et la peur devant l'enlèvement, les réactions ont commencé. Des membres des familles des séquestrés se sont mobilisés: la rapidité et la détermination étaient fondamentales pour la protection de leur vie. Dans une véritable course contre la montre, ils ont fait les démarches légales, administratives et tout simplement humaines que l'urgence demandait: : demande d'habeas corpus et plainte pour enlèvement; déclarations publiques d'innombrables organisations; de l'étranger sont arrivés des dizaines de télex pour demander des informations et pour exprimer la solidarité avec le Vicariat dont l'un des membres était en danger.

Estela, femme de José Manuel, rappelait que "tout cela m'a fait revivre "à chaque minute les premiers jours qui avaient suivi l'enlèvement de mon "père par des agents de la DINa en décembre 1976". Pendant ce temps, Mgr Santiago Tapia, chargé du Vicariat, demandait aux autorités "de prendre "toutes les mesures nécessaires pour éclaircir les faits et garantir l'intégrité physique des victimes et leur prompt retour dans leurs foyers".

La solidarité s'était également organisée autour du Collège latino-américain d'intégration. De divers établissements scolaires, les communautés de professeurs et d'élèves envoyaient leur soutien et leur protestation. Firent de même des groupes d'artistes et des organisations professionnelles. Une famille voisine du collège a écrit: "Nous sommes conscients que "ce type d'opération" n'est pas nouveau. Nous comprenons la gravité du "fait que quelqu'un puisse tirer sur un établissement scolaire et qu'il ne "sera probablement pas poursuivi. Nous tenons, comme voisins, à vous exprimer toute notre solidarité".

Pendant ce temps, tandis que les démarches judiciaires allaient leur petit train, les parents et amis agissaient rapidement. Les organes de la police et de la sécurité n'avaient pas effectué l'arrestation, ce qui ne

fit qu'augmenter l'appréhension. Le gouvernement exprima ses regrets "pour ces tristes faits", les condamna et manifesta son désir de les voir éclaircis, en mettant à la disposition des tribunaux ses moyens et ses organes.

Le samedi 30, les familles visitaient les locaux de la CNI, rue Santa Maria, et un local, situé au n° 263 de la Rue 18, pouvant appartenir aux carabiniers (DICOMCAR). Pendant ce temps-là, les parents de José Manuel demandaient au Palais de la Moneda de tirer au clair les événements.

Quelques heures plus tard, on apprenait l'horrible dénouement. Le lundi 1er avril la Cour Suprême désignait M. José Cánovas Robles pour instruire l'affaire.

Un témoin clé

L'attention de l'opinion publique s'était surtout tournée vers l'enlèvement de José Manuel Parada et Manuel Guerrero, en raison du caractère spectaculaire de l'opération. Elle ignorait que la vie d'une troisième personne était en jeu: celle du publiciste Santiago Nattino.

Un témoin de son enlèvement a déclaré que, vers 10 H du matin du jeudi 28, il avait pu constater la présence de deux individus à l'angle des rues Badajoz et Apoquindo, qu'il reconnut plus tard sur les portraits-robots diffusés par Enquêtes du Chili. Vers 13 H 45, le témoin a vu Santiago Nattino passer dans la rue Badajoz en direction du nord. Parvenu devant le bureau des taxis La Condes, à hauteur du n° 6, celui-ci a été soudain accosté par l'un des deux individus qui arrivaient en courant du trottoir d'en face et qui lui a crié: Halte, police! en le saisissant par devant. Il lui a demandé ses papiers d'identité, tandis que le deuxième individu lui saisissait le bras pour lui passer les menottes. L'un d'eux l'a alors emmené vers la rue Apoquindo, où est arrivée une voiture de couleur beige, de marque Chevette, dans laquelle Nattino a été introduit de force. L'automobile est partie par la rue Apoquindo, dans la direction de l'ouest.

Cette version du témoin clé est consignée dans la plainte pour homicide déposée le 8 avril par les familles des personnes assassinées.

La culture de la mort

Devant tous les éléments dont nous disposons, quelle est la crédibilité de la thèse de l'amiral Merijo selon laquelle "tous les assassinats sont l'oeuvre du Parti communiste"?

La "culture de la mort" qui, le 25 mars 1985, a fauché la vie de deux militaires à Concepción, vient de faire trois nouvelles victimes. D'après le général des carabiniers César Mendoza, "les trois personnes assassinées étaient des dirigeants (communistes) de haut niveau". Cela justifie-t-il ce qui s'est passé?

Malgré la tristesse et le découragement il nous faut joindre nos forces et unir nos efforts pour un engagement plus grand dans le sens de la vérité, de la justice et de la vie, si nous voulons éviter que le Chili continue de se détruire comme pays et les Chiliens comme nation. Il est encore temps.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 330 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441